

L'ÉPÉE

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

C.C.P. Mlle Picard 5660-38 Paris

46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (1^{er}) - Tel.: CEN. 68-96

**Au procès Renault
un seul verdict**

**OUVREZ
les livres
de comptes!**

(Voir informations en page 4)

L'EGYPTE A SON TOUR...

Quelle joie procure aujourd'hui la lecture des dépêches venant du Moyen-Orient. Chaque jour apporte la nouvelle d'un nouveau coup porté à l'impérialisme par les pays de cette région. L'Angleterre a dû plier bagage. L'Egypte exige le retrait des troupes anglaises et leur coupe les vivres et l'eau; les masses y entrent en lutte ouverte, manifestant, attaquant le consulat de France et les sociétés capitalistes occidentales et livrant de petits combats armés à Ismailia et à Port-Saïd contre les troupes anglaises. L'Irak demande la révision de son traité avec l'Angleterre et si la presse capitaliste se félicite de la modération de Noury Pacha Saïd premier ministre anglophobe, elle se demande en même temps avec inquiétude si les masses seront aussi patientes.

« La demande du gouvernement de Bagdad est empreinte pour l'instant d'un ca-

ractère modéré » ce fait indiscutable est dû vraisemblablement à la présence de Noury Pacha Saïd, ami de toujours de la politique anglaise, à la tête du ministère. Mais on ne peut préjuger les réactions populaires dit « le Monde ».

Cet assaut anti-impérialiste ébranle tout le monde capitaliste qui tirait et tire sa force de l'exploitation honteuse de centaines de millions de colonisés et leur barre la route de la liberté et de la civilisation. La révolution chinoise et les guerres de libération nationale d'Extrême-Orient ont déjà fait passer des milliards aux capitalistes occidentaux.

Aujourd'hui la révolte arabe lui en coûtera autant et lui fera perdre, si elle triomphe, un secteur stratégique parmi les plus importants. Sans compter le regain de confiance et de combativité que dès maintenant elle apporte aux peuples tunisien, algérien et marocain. C'est pour tenter de remettre tous ces peuples sous son joug que l'impérialisme prépare la guerre — voilà le sens véritable de la croisade « pour la liberté ». Voilà pourquoi aussi il est stupide de laisser croire que l'impérialisme continuera à perdre indéfiniment les bases mêmes de sa vie sans réagir, au nom de la « cohabitation pacifique ».

Mais en attendant, cette révolte affaiblit l'impérialisme, renforce le camp de l'U.R.S.S., de la Chine et de la révolution prolétarienne dans tous les pays. Le désastre des diplomates appelant Mossadegh à l'O.N.U. puis trouvant une astuce juridique pour ne pas discuter de l'affaire iranienne est un signe réjouissant du déséquilibre que provoque chez l'ennemi capitaliste la mobilisation des peuples.

C'est pourquoi les travailleurs des métropoles impérialistes profitent de cette situation et apportent tout leur soutien

Jacques PRIVAS.
(Suite page 3.)

Ta bourse et ta vie!

Le Conseil des Ministres vient de déclarer que l'état du budget ne permettait pas de donner satisfaction aux fonctionnaires et que l'origine de l'inflation était dans la distribution de revenus supplémentaires nominaux.

Il importe, en effet, d'oublier que l'inflation est dans l'imposition exigée de la France par les récentes conférences inter-impérialistes : les 1.500 milliards pour la guerre, entièrement à gratter sur la misère des travailleurs, et dont le chiffre est si affa-

rant (près du double de la somme de 1951) que le gouvernement n'en avoue que les deux tiers.

Pour la prochaine rentrée parlementaire, les problèmes seront clairement posés devant tous. Ou les Pleven et les Meyer, combinant les distributions d'aumônes et les refus, parviendront à faire payer aux salariés le budget de la guerre atlantique qui dépasse de son montant global le total des rentrées budgétaires actuelles; ou les travailleurs donneront le coup d'arrêt à la politique qui les affame aujourd'hui afin de les envoyer demain au massacre contre-révolutionnaire.

Les deux termes du problème ne peuvent être dissociés. Chacun doit savoir aujourd'hui que la lutte économique élémentaire entraîne et exige la lutte contre la préparation de la troisième guerre mondiale.

C'est pour cette raison que les porte-parols de la bourgeoisie voient dans une grève comme celle des enseignants le signe de la « décomposition sociale » (R. Roure dans « Le Monde ») et dans les augmentations de salaires « l'aventure qui commence, une très grosse aventure » (« La Vie Française »).

Les travailleurs peuvent aujourd'hui imposer à la sénile bourgeoisie française, par leur action unie, les revendications élémentaires qui ne sont que la défense de leur niveau de vie misérable; minimum vital à 23.600 francs et échelle mobile. Mais nous devons également être persuadés que, dans la situation présente, une telle victoire suffirait à ruiner l'instable et hétérogène coalition gouvernementale et ouvrirait la seule voie de salut; celle de la constitution d'un gouvernement socialiste-communiste sans ministres capitalistes, du gouvernement que veulent les grandes masses travailleuses comme les élections cantonales, dont nous analysons plus loin les résultats, l'ont montré nettement une fois de plus.

M. LEQUENNE.



- Ta bourse et ta vie!

Et demain?

La dénonciation par l'Egypte du traité anglo-egyptien de 1936, les mouvements de troupes autour du Canal de Suez, les manifestations enthousiastes des masses populaires égyptiennes, marquent une nouvelle phase de la décomposition du vieillard égyptien d'oppression impérialiste.

Comme en Iran c'est encore une position britannique qui subit l'assaut direct du mouvement mondial d'émancipation des peuples.

L'impérialisme yankee a vu d'abord dans ces épisodes un moyen de son rival n° 1 au Moyen-Orient et l'occasion d'établir sur ce point stratégique

par FAYRE-BLEIBREU

du globe son propre commandement militaire.

Le refus de l'Egypte d'entrer « sur un pied d'égalité » dans un Pacte méditerranéen d'agression contre l'U.R.S.S. est un coup direct à Washington.

Après les premiers moments de désarroi et de confusion, les agents de la finance américaine doivent constater avec amertume que le front de la lutte anti-impérialiste des peuples commence à gagner le Moyen-Orient qu'ils considéraient jusqu'alors comme un des points d'appui les moins mouvants de la stratégie impérialiste, à condition d'y supplanter l'« allié » anglais.

Si avancée est la décomposition de l'impérialisme, si profond est le courant anti-impérialiste de la classe ouvrière et des peuples opprimés que même des Mossadegh et des Nahas Pacha en viennent, épisodiquement, à tenir tête à la City et à Wall Street.

En même temps que croissent les budgets de guerre, les usines d'armements, les stocks d'avions et de bombes, en même temps croissent les difficultés et l'insécurité des puissances impérialistes.

Lutter contre la guerre signifie aujourd'hui accroître ces difficultés et cette insécurité, saper et abriter les positions du capitalisme, lutter pour la victoire des peuples colonisés et frapper l'impérialisme au cœur, dans ses bastions essentiels, entreprendre la lutte révolutionnaire pour le pouvoir.

La bourgeoisie française qui voit se dresser contre elle ses professeurs et ses juges, tient l'un des plus faibles de ces bastions.

Comparés aux événements d'Egypte et d'Iran, ceux qui se produisent involontairement en Afrique du Nord sont plus vastes, plus populaires, plus explosifs, portant à son degré le plus aigu la crise de la société française.

C'EST DONC A DES TACHES REVOLUTIONNAIRES QUE DOIT SE PRIER LE PROLETARIAT FRANÇAIS ET NON PROPAGER L'ILLUSION D'UNE PAIX POSSIBLE PAR UN PACTE A CINQ OU A QUATRE GRANDS.

PARODE DE JUSTICE EN COTE D'IVOIRE

Le procès de 400 Africains qui s'est tenu devant le tribunal de Abidjan est l'aboutissement de toute une série de provocations qui ont entretenu et continuent d'entretenir une atmosphère de terreur en Afrique Noire.

C'est une provocation de l'Administration qui en décembre 1948 termina le pacifisme des noirs de Grand Bassam par des arrestations arbitraires, suivies de six mois de prison préventive pour les inculpés condamnés enfin à des peines allant jusqu'à quinze mois de prison.

En janvier 1950, l'arrestation de 44 militants du R.D.A. est aussi odieusement provocatrice, et l'instruction, qui ne commença que 8 mois plus tard, permit à la répression de se systématiser. Plus de 50.000 personnes vivent dans la terreur dans le cercle de Bouaflé.

Le 28 janvier à Bouaflé, alors qu'une délégation de notables se rend à la résidence pour demander des ex-

plifications sur les récents incidents, l'administrateur Montel refuse l'audience, fait charger le troupeau.

(Suite page 3.)

Les fonctionnaires contre l'Etat

Après un mois de grève, les professeurs tiennent bon; la grève des examens continue, unanime; les enseignants lancent un appel pressant aux autres fonctionnaires et posent le problème d'un mouvement d'ensemble de la Fonction Publique.

Le gouvernement de M. Pleven a cru longtemps que son possible d'arrêter à son gré le mouvement par l'octroi de quelques avantages hiérarchiques ou corporatifs assortis de quelques menaces. A sa grande surprise, menaces et tentations sont restées vaines.

La presse bourgeoise, après avoir, plusieurs semaines durant, insisté sur les devoirs de l'Etat envers ses cadres, la nécessité de revaloriser les élites, etc., a soudain changé ses batteries et les Mauriac et les Roure accumulent ces hyponémas et les mensonges contre ces malheureux « idéalistes » qui ont cru à la parole de l'Etat, au respect de la loi et des engagements pris.

Malgré cela, aux enseignants en grève, les magistrats et les plus hauts fonctionnaires ont apporté leur soutien public.

On a pourtant vu recourir à tous les moyens : un directeur réactionnaire de l'Association des Parents d'Elèves a participé à la pression morale; Herriot s'est entremis; puis des retours de cœur d'un mouvement de solidarité.

Jamais, de mémoire d'agrégé, le divorce entre l'Etat et ceux qui sont souvent ses plus fidèles soutiens, qui ont cru le plus longtemps à l'Etat-au-dessus-des-classes, n'est apparu d'une manière aussi éclatante.

A ce titre la grève des examens a une signification qui dépasse largement le cadre d'un mouvement revendicatif limité. La décomposition politique du régime se manifeste ici dans toute son ampleur.

Il est très significatif que le refus absolu du gouvernement de tenir le moindre compte des revendications des enseignants ait été exprimé au lendemain du retour des ministres français d'Ottawa. La marge de manœuvre que les maîtres de Wall Street laissent aux gouvernements français ne cesse de se rétrécir.

Ils les obligent aujourd'hui à se considérer un peu plus auprès d'une petite bourgeoisie qui constitue pourtant une importante fraction de sa clientèle électorale. Elle a réussi à rejeter celle-ci vers la classe ouvrière; décus par l'intransigence et la mauvaise foi des ministres de M. Pleven, les enseignants du Comité d'Action Universitaire se sont réunis avec les organisations syndicales ouvrières, leur demandant d'appuyer leur lutte, forts eux-mêmes de l'attitude très digne qu'ils ont su maintenir au cours des négociations avec le gouvernement.

Quel que soit l'avenir de ce mouvement particulier, il aura contribué à ruiner la démagogie des chantages officiels de la liberté et du bien-être made in U.S.A. Ayant honnêtement cru à la « démocratie », les universitaires font l'expérience et la démonstration du contenu réel d'une politique qui, ayant pour objectif la guerre, pour moyen la destruction des libertés démocratiques, se réalise dès aujourd'hui pour eux par l'abaissement de leur niveau de vie.

LECLERC.

Une grande grève des métallos allemands

Pour la première fois depuis vingt ans, la classe ouvrière allemande vient de mener une grève pour les salaires dans des secteurs décisifs de l'économie. Au cours des trois premières semaines du mois de septembre, les 80.000 métallurgistes de l'Etat de Hesse avaient arrêté le travail pour arracher au patronat la reconnaissance de 12 Pfennig (environ 10 fr.) l'heure, afin de neutraliser en partie l'effet de la hausse constante des prix. Les informations de notre correspondant, que nous publions ci-dessous rompent la conspiration du silence organisée par toute la presse française sur ce grand combat du prolétariat allemand.

A grève des métallurgistes de Hesse fut la première grande lutte de classe menée en Allemagne depuis la fin de la guerre, et elle le fut de part et d'autre avec un grand acharnement. Le patronat, organisé dans une puissante Fédération des Industriels dirigée par le Dr Raymond, déclara au début des négociations qu'il se refuserait à toute augmentation des salaires. Il était évident que le patronat désirait provoquer une épreuve de force avec les syndicats qui regroupent plus de cinq millions d'adhérents et qui avaient obtenu des avantages importants depuis l'été 1950; grève victorieuse du bâtiment, co-gestion, augmentation des salaires des mineurs de 12 Pfennig sans grève, etc.

De son côté, la direction réformatrice des syndicats considérant la lutte exclusivement du point de vue financier, recula devant l'idée d'une bataille générale et préféra, elle aussi, choisir le secteur de Hesse comme terrain pour une épreuve de force. Ce choix fut déterminé en partie par l'espoir d'une attitude « neutre » du gouvernement social-démocrate de l'Etat, en partie par l'espoir d'amener le patronat plus facilement à des concessions dans cet Etat où se fabriquent des produits fins, rapportant des bénéfices très élevés, plutôt que dans la

Ruhr, où l'industrie de base rencontre de nombreuses difficultés économiques.

PATRONAT ET ETAT EN ECHEC

Ces deux espoirs se révélèrent vains. Le gouvernement social-démocrate de Hesse, loin d'avoir une attitude bienveillante envers les grévistes, engagea résolument les forces de répression pour protéger les briseurs de grève. Des bagarres entre ouvriers social-démocrates et policiers aux ordres d'un ministre social-démocrate éclatèrent à de nombreuses occasions. D'autre part les patrons, forts de commandes livrables malgré tout retard, décidèrent de « tenir » à tout prix. Ainsi, après 15 jours de grève, de nouvelles négociations échouèrent, et le mouvement sembla s'engager dans une impasse.

La combativité des métallos était remarquable; l'organisation des piquets de grève avec brigade volante était impeccable et représentait une grande réussite si l'on tient compte du manque d'expérience des grévistes de moins de 40 ans, pour lesquels ce fut la première grève à laquelle ils participèrent. Un meeting réunissant 20.000 grévistes à Francofort exprima la volonté des métallos

(Suite page 3.)

500.000 francs de prime d'engagement

« Le voyage aurait été agréable si j'avais été officier, mais en 4^e classe, je t'assure que c'était un martyre.

Une fois arrivé à Saïgon, j'ai monté 24 heures de garde pour punitions et j'ai eu peur, car deux de mes camarades ont été touchés, un à l'épaule, l'autre tué d'une balle dans la tête; alors tu dois comprendre qu'il y a de quoi avoir peur.

L'autre jour, des camarades ont tué un serpent de huit mètres, qui était entré sous leur tente; mais le pire ce sont les moustiques; tu ne me reconnaitrais plus; furoncles, piqûres, dartres annamites, enfin je suis dans un piteux état... »

Lettre d'un de ces soldats d'Indochine auxquels le gouvernement avait promis « une aventure exaltante » et « un beau voyage ». Communiquée par un lecteur de La Vérité.

FETE DE "LA VERITE"

* **Au programme: Un film révolutionnaire**

SALLE SUSSET
206, QUAI DE VALMY

VENDREDI 9 NOVEMBRE
A 20 h. 30

Pour la laïcité

100 000 MANIFESTANTS A BRUXELLES

(De notre correspondant)
DEPUIS que la majorité électorale...
contient de bouffer quelques milliards de francs chaque année sur le budget...

étaient des instituteurs, professeurs, étudiants et ouvriers socialistes...
La manifestation de Bruxelles est un sérieux avertissement à l'adresse du régime réactionnaire...

L'Egypte à son tour...

(suite de la première page)
à leurs alliés des colonies. Mais en même temps il ne faut pas perdre de vue que les gouvernements actuels des pays arabes...

Le 6 octobre, le Comité yougoslave refusait la demande en déclarant :
« Nous avons invité uniquement les organisations pour la paix et des personnalités à venir au prochain congrès... »

Déjà, en même temps que les informations sur l'action anti-impérialiste, arrivent celles sur la répression antipopulaire.
En Iran, une conférence des états-majors de la police et de l'armée a discuté des mesures à prendre contre les agitateurs extrémistes...

La réunion doit être une tribune libre dans le plus sens du terme...
Le Secrétariat International annonce :
« Dans ce communiqué ne se trouvent aucune référence à l'égard d'organisations politiques ouvrières et progressistes... »

OBEL.
L'EXERCICE A ZAGREB
A l'annonce de la tenue de la Conférence pour la Paix de Zagreb, le Secrétariat de la IV^e Internationale...

Le 6 octobre, le Comité yougoslave refusait la demande en déclarant :
« Nous avons invité uniquement les organisations pour la paix et des personnalités à venir au prochain congrès... »

OBEL.
L'EXERCICE A ZAGREB
A l'annonce de la tenue de la Conférence pour la Paix de Zagreb, le Secrétariat de la IV^e Internationale...

Le 6 octobre, le Comité yougoslave refusait la demande en déclarant :
« Nous avons invité uniquement les organisations pour la paix et des personnalités à venir au prochain congrès... »

côte d'Ivoire

(suite de la première page)
la population. La fustigation écarte, 14 indigènes sont tués, plus de 50 blessés.
Enfin, à Séguéla, la troupe, pour établir un ordre qui n'avait jamais été troublé, détruit à la grenade le village indigène...

LES ROISKYSTES AU PARLEMENT DE CEYLON : Signez avec un Japon libre !

Notre camarade Colin de Silva, au nom de la fraction parlementaire du Lanka Sama Samaja Party, section cinghalaise de l'IV^e Internationale, prononce un discours contre le traité japonais au cours de la discussion du Parlement de Ceylon, qui abordait le problème le 23 août 1951.

CLAUSES DE RAPINE

« Si vous regardez d'abord le chapitre II du projet de traité... vous trouverez que les puissances dites alliées ont enlevé au Japon tous les territoires au delà de la zone dite inhabitable par des Japonais... »

Si vous regardez l'article 3, vous lirez ce qui suit :
Unies pour placer sous « trusteeship des U.S.A. seuls l'Etat Nansai au sud du 29^e parallèle nord y inclus les îles Ryukyu, Rosario et les îles Nampo Okoto au sud du Sofu Gan y inclus les îles Bonin, Rosario et les îles de la Chine. Ce fait seul suffirait à nous faire Partel et, je pense, toute l'opposition réelle de signer ce traité... »

LA SIGNIFICATION HISTORIQUE DU TRAITE

« Toute la signification de ce traité peut être trouvée dans l'état actuel des relations internationales. Si vous regardez les clauses militaires, si vous regardez les décisions économiques, si vous considérez l'intention des auteurs... »

Certains puissances de brigands, je l'ai dit, se réunissent à San Francisco dans le but de signer ce traité...
Le seul traité qui aurait dû être signé entre notre pays et le Japon aurait dû être un traité sans aucune caractéristique impérialiste...

EXERCICE A ZAGREB

A l'annonce de la tenue de la Conférence pour la Paix de Zagreb, le Secrétariat de la IV^e Internationale adresse, le 13 septembre, au Comité national yougoslave pour la paix...

Le 6 octobre, le Comité yougoslave refusait la demande en déclarant :
« Nous avons invité uniquement les organisations pour la paix et des personnalités à venir au prochain congrès... »

UNE GRANDE GREVE des métaux allemands de tous les pays

(Suite de la première page)
de continuer la lutte. Les grandes usines d'Opel, les usines de la Daimler-Benz (locomotives) se joignent à la lutte. Mais la condition de la victoire réside dans une extension de la grève aux usines qui avaient refusé la lutte...

UN ACCORD DERISOIRE

C'est alors que le gouvernement social-démocrate de l'Etat intervint une seconde fois, et, comme la première, contre les intérêts des travailleurs. Une commission d'arbitrage fut composée qui décida d'offrir à Pfenning (environ 25 fr.) l'heure aux grévistes. Les patrons acceptèrent cette proposition dérisoire...

LES MILITANTS CONDAMNENT LA DIRECTION

L'arrêt de la grève provoqua une réaction violente de la part des militants syndicaux. Le 22 septembre, à 10 heures, eut lieu à Francfort l'assemblée des délégués pour se prononcer sur l'accord conclu par la direction du syndicat... »

ETATS-UNIS

55 navires immobilisés à New-York. Malgré l'opposition des dirigeants syndicaux, l'arrêt de la grève a permis d'obtenir une augmentation de salaire...

ITALIE

Classe contre classe. — Au cours d'un meeting de la classe ouvrière, les militants ont évoqué les élections anglaises, a déclaré qu'il souhaitait la victoire des travailleurs...

OBEL.
L'EXERCICE A ZAGREB
A l'annonce de la tenue de la Conférence pour la Paix de Zagreb, le Secrétariat de la IV^e Internationale...

OBEL.
L'EXERCICE A ZAGREB
A l'annonce de la tenue de la Conférence pour la Paix de Zagreb, le Secrétariat de la IV^e Internationale...

OBEL.
L'EXERCICE A ZAGREB
A l'annonce de la tenue de la Conférence pour la Paix de Zagreb, le Secrétariat de la IV^e Internationale...

SUR LE FRONT OUVRIER

REORGANISER LE FRONT DE CLASSE

Celui qui sait la voie, la large et profonde volonté de combat des travailleurs se dessine clairement. Ses formes, bien que diversifiées à l'extrême, traduisent toutes le besoin profond de régler radicalement les problèmes du pouvoir d'achat.

La préparation à la guerre passe lourdement sur toutes les catégories de travailleurs et les pousse à l'action. Partie d'une revendication « hiérarchique », la grève des examens, en se développant, entraîne toutes les catégories de fonctionnaires dans un combat pour l'application du statut de la Fonction publique et dressé, face au gouvernement, l'exigence d'un niveau de vie supportable.

Débrayages partiels, grèves limitées, dédations massives se succèdent dans les entreprises, expressions circonscrites de ce profond mouvement d'ouïraïnt les plus larges combats de classe dans un avenir pas très lointain.

Le patronat s'est bien senti qu'après avoir accordé une augmentation « préventive » de l'ordre de 15 %, il se voit contraint d'avaliser les augmentations supérieures arrachées par les travailleurs dans des actions limitées.

La possibilité de victoires partielles est inscrite dans cette réorganisation « du front de classe qui s'opère sous nos yeux. Reforger l'unité de front, dissolue par la scission syndicale de 1948, est indéniablement le succès.

Déjà en mars-avril 1951, lors de la grève du métro et de la S.N.C.F., l'unité d'action réalisée en fait entre toutes les centrales, a contraint patrons et gouvernants à reculer.

Avec un sûr instinct des nécessités de l'heure, les travailleurs cherchent sous de multiples formes à regrouper leur front de combat de la base au sommet.

Le retard apporté à la réalisation du Front Unique par la politique « anticommuniste » de P.O., ne sert que les intérêts de la bourgeoisie. La masse des travailleurs F.O. sait bien que ses conditions de vie ne peuvent être améliorées que dans un combat d'ensemble.

En langage d'action cela se traduit par la pression exercée sur les syndicats et Fédération F.O. qui doivent les uns après les autres réaliser des accords de Front Unique en violation des directives de leur Bureau Central.

Comités d'Entente intersyndicaux, cartels et comités intersyndicaux d'Unité d'action à l'échelon syndical, départemental et fédéral sont une des formes d'expression de la poussée unitaire.

La direction de la C.G.T. appelle les travailleurs à organiser les SYNDICATS UNIQUES. Bien que la situation politique ne permette pas de prévoir la reconstruction de l'Unité Syndicale dans un bref délai, le devoir des militants est de répondre largement à cet appel et d'organiser partout où ils le peuvent les Syndicats Uniques.

A côté des formes d'organisation spécifiques que sont les cartels, les comités d'entente et les comités d'Unité d'action, le Syndicat Unique représente un des éléments de cette profonde réorganisation du Front de classe, préparatoire aux plus larges combats. Les militants ouvriers dans les entreprises et les syndicats doivent avoir l'intime conviction que toutes les initiatives, tant dans la voie de l'action unitaire que dans celle de l'organisation du Front Unique, seront couronnées de succès. Elles répondent aux aspirations réelles des travailleurs qui se résumant tout en à jager dans un large combat unitaire afin d'arracher un pouvoir d'achat décent garanti par l'échelle mobile.



La C.G.C. et la C.F. .C. devant l'unité d'action

La Confédération Générale des Cadres a affirmé la possibilité d'établir pour ses fédérations ou syndicats des pourparlers en vue de rétablir l'Unité d'action.

Franché précise que ces possibilités existent parce que « les ingénieurs et agents de maîtrise sont souvent même plus durement touchés par l'écrasement de la hiérarchie ».

La position « hiérarchique » d'ouverture de l'éventualité des salaires a été dans un passé tout récent un des facteurs majeurs à l'unification des luttes.

Fritchman, de la Fédération Postale, déclarait au Comité Central du Parti Communiste Français et au C.C.N. de la C.G.T. que les postiers maintiennent leur hostilité à des augmentations hiérarchiques.

Il est évident qu'à l'étape actuelle, ingénieurs et cadres voient leur pouvoir d'achat s'améliorer sous la pression de l'économie de préparation à la guerre. Dans ce sens ils traduisent leur volonté de protéger leurs conditions d'existence par des revendications hiérarchiques. Cependant le devoir d'une direction fédérale est de prévoir qu'une position « hiérarchique » introduit une étape donnée tous les éléments de scission dans le combat unitaire des travailleurs.

Seuls des mots d'ordre unitaires et particulièrement un véritable minimum vital en rapport avec le coût de la vie, basé sur le retour au pouvoir d'achat de 1938 et sa hiérarchie, peut unir la lutte commune des cadres et des travailleurs. Car il est avéré qu'une telle revendication donnerait des avantages certains aux cadres et ingénieurs tout en rétablissant pour la masse des « bas salaires » un niveau de vie décent.

LA C.G.C. et L'UNITÉ D'ACTION Le B.U.C. du Fédéral de la C.F.T.C. a répondu le 19 septembre 1951, au C.C.N. de la C.G.T. qui l'aurait mandaté pour engager des pourparlers avec toutes les

autres centrales « en vue d'examiner la possibilité d'établir un programme commun susceptible de nous permettre de réaliser nos objectifs sociaux dans la stabilité monétaire et l'expansion économique ».

Au 20 octobre aucun pas en avant n'a été réalisé dans la voie d'une unité d'action à l'échelon fédéral. Pourquoi ?

Parce que les dirigeants de la C.F.T.C. manœuvrent !

Sous la pression de la masse et principalement de ses quelques fédérations ouvrières, la C.F.T.C. a donné son accord de principe. Mais immédiatement après, Boulaudou, secrétaire de la C.F.T.C. émet des doutes sur la justesse de la revendication des 23.600 fr. et se demande « s'ils sont absorbables actuellement par l'économie française ».

L'impératif de la politique de la C.F.T.C. est le soutien de l'« économie française » à sa structure capitaliste actuelle. L'hostilité au principe des dirigeants de la C.F.T.C. à « la lutte des classes » se traduit par un accord sur toute la politique atlantique de la bourgeoisie française.

La C.F.T.C. est pour le Plan Marshall et pour le Pacte Atlantique. Elle présente son hostilité de fait au Front Unique à l'échelon des Bureaux Confédéraux, par des manœuvres de diversion, en opposant l'unité d'action sur un programme complet. Là est l'obstacle majeur à la réalisation du Front Unique, car entre le programme « américain » de la C.F.T.C. et le programme d'indépendance nationale de la C.G.T. il y a une fossée que nulle discussion ne peut combler.

R. GARREAU (à suivre.)

LE PROCÈS REAULT

Le directeur général de la Régie REAULT, Lefaveux, s'estimant différemment par une affiche signée en commun par la C.G.T. et la C.F.T.C. sous le Linet et Soutil qui lui disait « Lefaveux, ton bilan est trouble », a initié une lutte en faveur des syndicats.

A la première audience du 16 octobre, on a assisté aux grandes manœuvres de la justice bourgeoise, de cette justice de classe, « impériale », s'il s'agit de juger des individus, mais qui n'admet pas que soit touché aux grands principes sur lesquels elle repose le régime.

Il s'agit, en l'espèce, du SECRET COMMERCIAL, de ce secret de polichinelle sans lequel il n'y a pas de régime capitaliste possible.

Les avocats de la direction et de Lefaveux ont voulu châtrer ce procès en empêchant les représentants des ouvriers de s'exprimer. Lorsque quelqu'un s'estimait différemment, un vieux principe de droit oblige le suppose différencier à faire la preuve des accusations qui la lancent. Donc Linet et Soutil sont en droit de demander l'ouverture des livres de comptes pour apporter la preuve que ce bilan est bien trouble.

La direction a essayé de tourner la question en déclarant qu'il s'agit d'un procès budgétaire, relevant du droit administratif et par conséquent un tribunal de droit civil n'avait pas à y voir de sa justice. En outre elle a cherché à rendre toutes les feuilles qui ont été tirées : les accusés n'auraient pas répondu, les plaies de la direction de Lefaveux doivent être disjointes, toutes ces feuilles ont craqué et on a assisté à ce spectacle spécialement réjouissant de la justice de classe empressée dans les propres règles qui, habituellement, lui sont si hostiles.

Matrasso et Ferucci plaident pour la C.G.T., Dechezelles pour la C.F.T.C. Ce dernier a demandé, au cours de l'audience expliquant que ce procès ne mettrait pas en cause, en réalité, la sensibilité de l'épiderme de M. Lefaveux, mais bien des droits de la classe ouvrière arrachés dans les luttes.

Le substitut du procureur de la République, qui représentait en l'espèce les droits de la « société », a conclu les débats en cherchant un compromis négociable entre les deux thèses et le Président Beque a remis sa décision à quinzaine.

Linet et Soutil en dépit de l'obstruction du Président ont fait une courte déclaration qui résumait la lutte qu'entraient les travailleurs « raînes en justice dans la personne de leurs représentants syndicaux. Elle se voyait retracer le droit de s'exprimer. Et la justice bourgeoise la bien senti, devant ce public d'audience composé de travailleurs qui ont venus entendre de quelle façon on allait essayer une fois de plus d'empêcher leur voix de se faire entendre.

Matrasso dans une de ses interventions avait déclaré que dans le cadre de l'Assemblée devant l'Unité C.G.T.-C.F.T.C., premier pas dans la voie de l'Unité syndicale.

Les travailleurs par leur action doivent exiger l'ouverture des livres de comptes car ce procès, c'est le procès de toute la solution de l'exploitation capitaliste. Il n'y a pas de véritable nationalisation sans contrôle ouvrier ; nous voulons l'OUVERTURE DES LIVRES DE COMPTES.

J. C.

Le numéro de juillet-octobre de QUATRIÈME INTERNATIONALE a paru dans ce numéro. TOUS LES DOCUMENTS ADOPTÉS PAR LE 3e CONGRES MONDIAL.

— son manifeste ; — ses thèses sur les perspectives internationales et ses résolutions sur : a) la situation mondiale, b) le mouvement de la classe des pays du bloc, c) la Révolution yougoslave, d) l'Amérique latine, et les nouvelles du mouvement ouvrier.

Le numéro : 130 francs. Adresser les commandes à : Mme Wolf, boîte postale 144, rue des Saussaies, 81, Paris-8e.

Le dépositaire : JULIA IMP. SPÉC. DE LA VÉRITÉ E.G. — G.D. 3 P. D. — P. 19

Débrayages limités à la R.A.T.P.

DEUX débrayages ont eu lieu récemment aux ateliers du Métro de Champigny. Les employés et les ouvriers de la R.A.T.P. attendent en vain depuis sept mois la satisfaction des revendications pour lesquelles ils ont fait grève dix-neuf jours en mars. Les ouvriers de ces deux départs ont décidé de ne pas attendre le décret du directeur général et du directeur du personnel et délégation quelques-uns de ces départs ont décidé de...

mais quelle Assemblée ! Pendant deux heures il s'agit de discuter sur le plan d'unité d'action, et l'on s'est limité à la déclaration d'indépendance à la discuté sur la paix, l'obligation de rendre compte, nous sur les moyens pour faire échouer au plan de la direction et imposer nos revendications. Ensuite, il y a eu la question de l'Unité d'action...

Comment cela se traduit-il ? La grève de mars a duré dix-neuf jours pour tous, correspondant alors à la différence entre les ouvriers (dont de la R.A.T.P.) et ceux de la Préfecture de la Seine. La direction de la R.A.T.P. se livre à des manœuvres de satisfaction dans le cadre des possibilités de grève. C'est tout ce que peut offrir la direction de la grève...

« L'Unité d'action tant qu'elle a été impulsée par les initiatives et la démocratie du bas, elle a permis la grève de mars, avec toutes ses conséquences dans la classe ouvrière. Elle a permis la victoire de nos revendications de braves de Championnet et de Vaugrât qui ont eu lieu sous l'impulsion directe des syndicats et de la classe ouvrière... »

Le projet ne vise pas autre chose qu'à opposer les catégories les unes aux autres, et ainsi les ouvriers et employés d'une même catégorie.

« L'immobilisme des sommets sera vaincu si les ouvriers et employés de la R.A.T.P. obligent leurs dirigeants à revenir à réunir des Assemblées générales des députés et conseillers, où une pleine démocratie sera rétablie... »

La grève de mars a été un échec, c'est le moins pressenti. La direction a évité, et c'est ce qu'il y a de plus regrettable, de se précipiter dans les conclusions d'ensemble.

« L'Unité d'action est le fait de l'unité d'action entre les trois grandes centrales syndicales, une revendication unitaire pour l'ensemble de la classe ouvrière et surtout le fait de faire pression par le dépôt de préavis de grève générale... »

MAROC. Malheureusement, les directions syndi-

COURRIER DE BELGIQUE

La bataille des salaires s'engage

EN quelques jours la situation politique belge a évolué à un rythme accéléré. Le programme de réarmement commence à faire sentir ses effets, et l'inflation est à l'ordre du jour. La hausse des prix de certaines denrées principales a entraîné automatiquement des réactions dans la classe ouvrière...

tuation économique actuelle du pays rendait impossible l'application. Les dirigeants du cartel syndical répondant au refus gouvernemental en déposant un préavis de grève générale le 14 octobre.

Le truc du gouvernement est simple : après avoir accédé, sous la pression ouvrière que les salaires soient liés à l'indice des prix (c'est surtout le cas pour le métallurgie et les mines), le gouvernement ne fait pas rentrer dans cet indice toutes les marchandises de première nécessité...

« Une telle situation ne pouvait durer et la F.G.T.B. a déposé il y a quelques semaines un cahier de revendications. Le gouvernement promet d'examiner la question, mais, en réalité, ne donna aucune suite à celles-ci. C'est alors que la F.G.T.B. prit l'initiative de former un cartel des trois principales centrales : métallurgie, mines et bâtiment, à formuler clairement leurs revendications, et d'entamer la lutte pour elles-ci... »

Quelles sont ces revendications ? 1) Prélèvement de 2 milliards de francs et attribution d'une prime compensatoire, au bénéfice de tous les travailleurs, tant des entreprises privées que des services publics... 2) Adaptation du taux des pensions de vieillesse sur la base de 20.000 fr. à l'indice 400, soit 27.000 francs aujourd'hui... 3) Généralisation des congés supplémentaires... 4) Prorogation jusqu'en mai 1952 de la loi du 20 décembre 1950 sur les loyers...

« Le premier ministre Pholien a refusé d'admettre les revendications de la F.G.T.B. sous prétexte que la situation économique actuelle du pays rendait impossible l'application... »

Augmentations de salaires, échelle mobile et patronat

DANS une économie dont l'équipement industriel, la production agricole ne sont pas particulièrement bien équipés, et dont l'importation des matières premières assure encore toute la production, la ponction opérée par les charges d'armement et la poursuite de quatre cent millions de dollars de dette qui génèrent le report de la note à payer sur le dos de la classe ouvrière et s'opposera à la revendication corrélatrice de son pouvoir d'achat. Cependant toute la production de la bourgeoisie capitaliste, notamment dans les commerces et industries de consommation — protégée en partie par les tarifs de marges bénéficiaires au pourcentage — se trouve ébranlée dans cette délocation économique provoquée par la politique de guerre, ne s'oppose pas, aussi nettement, à l'échelle mobile.

à la sens de la résistance gouvernementale et patronale contre un salaire fixe supérieur de 20.000 fr. et contre des hausses de salaires dépassant 15 %.

châ les 15 % de hausse des salaires, pour tenter une diversion, en vue d'échapper à limiter le processus de mobilisation du front uni de la classe ouvrière.

Il s'agit alors pour le capitalisme, pour lequel il n'est pas question de réduire ses profits, et s'aggrave encore sa position dans la concurrence internationale en réduisant les investissements, de trouver l'impossible équilibre sur le dos des salaires (impôt, baisse du pouvoir d'achat). C'est ce que traduit un économiste porteur de parole de la bourgeoisie, M. René Pleigne dans l'« Presse » du 28 septembre : « On assiste à ce spectacle paradoxal dans une période où l'effort de réarmement et les difficultés de la balance des paiements se combinent pour provoquer un relèvement du niveau de vie. On discute dans les assemblées parlementaires, non seulement d'une échelle mobile qui absorbe toutes les hausses de prix quelle qu'en soit la source, mais encore des moyens supplémentaires de tenir compte des progrès de la production destinée à la consommation... »

Mieux encore si, avec l'appui des propositions des dirigeants des principales centrales syndicales réformistes C.F.T.C. et F.O., les truquages les plus étonnants peuvent dissocier l'airain automatique de la liaison salaire-prix (échelle mobile) au profit des salaires « impériaux » de nos employeurs...

chaque année, en vue d'essayer de limiter le processus de mobilisation du front uni de la classe ouvrière. Que lui impose en effet cette déflation de hausse sur les salaires alors que les prix, les profits sont majorés de 30 à 60 % en même temps. Dans les mêmes conditions, tout en se préparant à la lutte contre l'échelle mobile, il en fournit une caricature dont les effets sur la défense du niveau de vie des salariés seraient limités ou annulés.

« Ce projet ne vise pas autre chose qu'à opposer les catégories les unes aux autres, et ainsi les ouvriers et employés d'une même catégorie... »

« L'Unité d'action tant qu'elle a été impulsée par les initiatives et la démocratie du bas, elle a permis la grève de mars, avec toutes ses conséquences dans la classe ouvrière... »

Car il s'agit bien pour lui de poursuivre l'accroissement de ce pouvoir d'achat des salariés et relatifs à l'effort de guerre... »

« L'Unité d'action tant qu'elle a été impulsée par les initiatives et la démocratie du bas, elle a permis la grève de mars, avec toutes ses conséquences dans la classe ouvrière... »

« L'Unité d'action tant qu'elle a été impulsée par les initiatives et la démocratie du bas, elle a permis la grève de mars, avec toutes ses conséquences dans la classe ouvrière... »

« L'Unité d'action tant qu'elle a été impulsée par les initiatives et la démocratie du bas, elle a permis la grève de mars, avec toutes ses conséquences dans la classe ouvrière... »